



Syndicat Général du Personnel Territorial



Déclaration sur le projet de loi de transformation de la Fonction Publique présentée au Conseil municipal de Saint Etienne du Rouvray le 27 Juin 2019.

Dans le cadre du CAP 22, le gouvernement de Monsieur Macron continue sa casse du service public pour servir les intérêts de ses amis du patronat, tout en affirmant que les services publics assurent la cohésion sociale et sont un facteur d'attractivité de notre pays.

Pourtant aucun secteur de la fonction publique n'est épargné au niveau local, la situation du CHR est toujours préoccupante, celle du Belvédère insupportable, et les agents des collectivités en souffrance, y compris les agents des impôts.

Quant à la fermeture de la maternité de Bernay, la diminution des directeurs d'écoles et de collèges ou bien la casse de la SNCF mais aussi celle du service public en général, il est autant de situations alarmantes dont la liste ne cesse de grandir.

Toutes ces mesures, ont ou auront des effets directs sur nos collectivités,
y compris à Saint Etienne du Rouvray.

La mise en place du jour de carence, le manque grandissant de moyens humains et matériels, le transfert des services à la métropole, la précarité des employés aidés et vacataires contribuent insidieusement à la casse du service public de proximité.

Le gouvernement parle toujours de compétitivité, mais c'est bien de compétitivité entre les agents dont il s'agit : avec le recours à outrance aux contractuels, d'une demande accrue de mobilité dans les secteurs et les services. Dans ces conditions, où est la place de l'humain ? Quelle place est donnée à son émancipation ? ou tout simplement où est la place du plaisir de travailler ?

Tout cela va amener à un éloignement des agents du terrain. Les agents ne connaîtront plus leurs usagers, leur commune, et même le sens de leur travail. Dans cette optique, le gouvernement, avec ses nombreux préjugés du « fonctionnaire feignant » va continuer sa casse du statut du service public, en précarisant les travailleurs. La privatisation pointe le bout de son nez, si rien n'est fait, il n'y a pas besoin de détailler les ravages que cela engendre sur les services rendus à la population. Il n'y a qu'à voir les effets de la privatisation du fret ferroviaire.

Par ailleurs, la dématérialisation à outrance des démarches dans les services publics, sous prétexte de favoriser l'accès de tous, laisse sur le bord de la route de nombreux citoyens victimes de la fracture numérique.

Le service public est la richesse de ceux qui ne l'ont pas ; il est un levier indéniable de progression sociale. Il est la richesse des usagers, pas celle du capital !

Ce n'est pas seulement l'affaire des fonctionnaires, c'est l'affaire de toutes et tous.

Le droit à la santé, à l'éducation, au logement, à la justice font partie des droits fondamentaux de l'être humain. S'attaquer à la fonction publique, c'est s'attaquer à ces droits qui ne sont pas une marchandise et qui ne sont pas à vendre.

Le service public est profondément ancré dans notre collectivité ; notre statut issu de la révolution française, du conseil national de la résistance, et surtout de la loi du 13 Juillet 1983, dite Loi Le Pors (ministre communiste chargé de la fonction publique) est une ressource précieuse au service de l'intérêt général, de l'indépendance et de l'intégrité qu'il nous faut aujourd'hui protéger.

Défendre le statut c'est lutter pour une certaine idée de la république, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Ce projet de loi régressif ancre dans notre société l'abandon de sa mission publique dans l'intérêt de tous.

Il s'agit là d'un choix de société de privilégier l'intérêt général aux intérêts particuliers. Le détruire, c'est faire le choix d'une société individualiste pour faire des profits immédiats au bénéfice des plus riches.

Mobilisons-nous ! Usagers, personnels, élus, pour que les valeurs du service public ne tombent pas dans les mains des serviteurs de la finance, et ne devienne jamais un lointain souvenir.

Et qu'enfin les mots solidarité, entraide et fraternité demeurent au cœur des préoccupations des générations à venir.